

3162
(04)

FTM/22

FORUM DU TIERS MONDE

TROISIEME PARTIE - INTRODUCTION

par

SAMIR AMIN

OCTOBRE 1975

TROISIEME PARTIE - INTRODUCTION

Nous voulons, dans cette troisième partie, dégager les lignes générales d'une "reconstruction du monde" fondée sur la satisfaction prioritaire des besoins des grandes masses des peuples du Tiers monde. Si en effet, comme nous l'avons rappelé dans la première partie, le modèle du "développement extraverti dépendant" signifie pour la grande majorité dans les peuples du Tiers monde - la majorité de l'humanité - misère et chômage, si, de surcroît, comme nous l'avons montré dans la deuxième partie, les principes mêmes de la division internationale inégale du travail sur lesquels ce développement a été fondé sont aujourd'hui en crise, il est de notre devoir d'intellectuels du Tiers monde engagés, de participer à l'action de transformation nécessaire et de "reconstruction du monde" sur des bases plus justes.

C'est là sans doute une tâche exaltante à laquelle nous sommes invités. Mais aussi une tâche difficile qui comporte le danger de tomber dans l'utopie. Ce sont les forces sociales et politiques qui s'affrontent sur les champs de bataille réels, nationaux et internationaux, qui reconstruisent effectivement le monde : et le résultat qui sortira de l'affrontement de leurs stratégies commandera le sort de l'humanité. Elaborer des "projets" de réorganisation qui ne tiendraient pas compte de ces affrontements d'intérêts, ce n'est pas seulement faire oeuvre inutile, c'est, d'une manière plus grave, risquer de nourrir des illusions et de tromper nos peuples. Car en définitive ce sont eux qui font et feront l'histoire. Dans cette perspective, appelés à plus de modestie qu'il n'est de coutume chez les intellectuels, nous voudrions proposer à la discussion des principes généraux, en nous adressant en premier lieu à nous-mêmes - aux intellectuels engagés du Tiers monde. Ce faisant, nous espérons contribuer à faire avancer la définition d'une stratégie populaire qui prenne activement et efficacement la défense des intérêts des grandes masses de nos peuples.

Le Forum du Tiers monde n'a donc pas de "plan mondial" à proposer, de "solutions techniques justes" toutes préparées à recommander. Chacun de nous peut estimer plus efficace à un moment donné telle ou telle stratégie, acceptable ou non tel ou tel compromis. Cette troisième partie n'a donc pas l'ambition de répondre à toutes les questions que nous pouvons nous poser à nous-mêmes, face à telle situation concrète, encore moins de nous présenter au monde comme les fabricants de la "meilleure solution". Nous ne sommes pas non plus chargés par les uns et les autres de formuler pour tous "des solutions de compromis", en vertu par exemple d'un axiome selon lequel tout compromis serait meilleur qu'une confrontation.

Ayant reconnu l'injustice - du point de vue de nos peuples - des principes sur lesquels l'organisation internationale est fondée, on ne peut en tirer logiquement que l'un ou l'autre des deux objectifs stratégiques : sortir du système ou le réformer ? Jusqu'à quel point les deux stratégies sont exclusives l'une de l'autre ? **Quelles** sont les modalités du "désengagement" souhaitables et possibles compte tenu de la variété des situations concrètes nationales dans le Tiers monde ? Quelles sont les transformations souhaitables et possibles, dans l'organisation internationale, susceptibles de favoriser des politiques nationales de développement auto-centré ? Autant de questions réelles auxquelles il faut répondre.

L'idée même du développement auto-centré, du "désengagement" à l'égard du système mondial et le principe sur lequel cette stratégie repose - "compter sur ses propres forces" - sont nouvelles. Réjetées avec mépris par l'écrasante majorité des intellectuels et des responsables du Tiers monde, faisant écho à l'opinion conventionnelle unanime de l'Occident incapable de concevoir un "développement" quelconque en dehors de la spécialisation

internationale et de l'expansion des flux internationaux de biens et de capitaux, ces idées de "self reliance" sont aujourd'hui à la mode. La faillite du développement dépendant a contraint même les partisans les plus fanatiques du "libéralisme" au niveau international à reconnaître le bien fondé des critiques. Mais la mode est toujours dangereuse : elle vide les concepts de leur contenu, les châtre pour en permettre la récupération. Aussi faut-il revoir sans cesse et redéfinir les stratégies de "self reliance" mises en oeuvre ou proposées.

Avouons que l'idée que le développement passe par le désengagement à l'égard du système mondial n'est pas "naturelle". Le capitalisme n'a-t-il pas développé les forces productives en intégrant les économies de toutes les régions de la planète en une seule économie mondiale ? La division internationale du travail, si inégale qu'elle soit, n'est-elle pas le support de ce développement ? Y renoncer, parce qu'elle est aussi le support de l'exploitation des peuples du Tiers monde, n'est-ce pas "briser les machines", "jeter le bébé avec l'eau du bain", faire régresser les forces productives ? Et comment pourrait-on construire une société plus juste, mais aussi plus efficace et plus riche dans ses productions, sur la base de cette régression ?

Tel n'est pourtant pas notre opinion. La raison en est, très simplement, la reconnaissance du fait impérialiste. La constitution de ce système mondial n'a pas été synonyme d'expansion progressive des modes d'organisation sociale et économique du "centre" vers la "périphérie" du système. La thèse vulgaire de la "modernisation" progressive, des "étapes de la croissance", qui, avec W.W. Rostow, assimilait les pays sous-développés aux pays développés considérés à un stade antérieur de leur développement, n'a

aucune valeur scientifique précisément parce qu'elle nie le fait impérialiste. Elle se cache à elle-même cette série de faits essentiels que sont l'exploitation des peuples de la périphérie par les monopoles du centre, les transferts de valeur massifs visibles et invisibles qui en résultent (par les multiples canaux de l'échange inégal, du monopole de la technologie etc...), les distorsions sociales qui l'accompagnent (par l'adoption des modèles de consommation du centre, le renforcement des classes sociales exploiteuses qui bénéficient de l'intégration internationale etc...), le pillage - parfois irréversible - des ressources du Tiers monde etc... Or ce sont ces faits qui font que développement du centre et sous-développement à la périphérie sont indissolublement liés.

Le fait impérialiste a une autre conséquence décisive : il rend très improbable un changement social et politique dans les centres du système, susceptible d'ouvrir des avenues véritablement nouvelles à la "coopération internationale", celle des peuples. Car le "plein emploi" dans ces centres, comme la croissance régulière qui a permis l'amélioration constante du niveau de vie matériel (en termes de consommation réelles, fussent-elles de gaspillage) de leurs grandes masses, ont pour corollaire la misère croissante de la majorité des peuples du monde et les inégalités de développement à la périphérie.

Qu'on le veuille ou non, donc, le fait impérialiste a mis à l'ordre du jour la "révolte de la périphérie". Il nous impose une vision non linéaire de la reconstruction du monde, une vision selon laquelle la périphérie est contrainte d'abord de rompre avec le système mondial, puis de se développer dans un cadre autonome en comptant sur ses seules propres forces. Cette vision doit se substituer à celle qui laisse l'initiative du progrès aux régions les plus avancées, la vision linéaire de la philosophie européenne des Lumières.

Le désengagement des pays de la périphérie, condition nécessaire pour une amorce de ce développement autonome, n'est cependant pas une "triste nécessité" imposée par le fait impérialiste. Confrontés à des problèmes nouveaux, instruits des leçons du modèle de "développement" des centres et de ses caractères négatifs, les pays de la périphérie sont contraints de faire qualitativement mieux. Si le modèle de développement occidental ne peut pas être généralisé, parce qu'il est fondé sur l'exploitation des uns par les autres, les peuples de la périphérie ne peuvent s'assigner pour objectif de "rattraper" les pays développés en les imitant - fût-ce dans l'autarcie. Ils doivent s'assigner d'autres objectifs, un autre type d'organisation sociale, d'autres finalités de la civilisation. Ils retrouvent là une protestation, encore à peine amorcée en Occident, contre le "consumisme" et le gaspillage du capitalisme. Le désengagement de la périphérie est certainement la force la plus puissante qui soit capable d'aider les peuples de l'Occident eux-mêmes à remettre en cause leur modèle en faillite.

Mais ce désengagement est-il possible ? Ne serait-il pas plus simple, devant les difficultés considérables qu'il soulève, de tenter de transformer le système mondial ? Les pays développés ne sont-ils pas capables de comprendre que c'est là leur véritable "intérêt" à long terme ? Il y a des intellectuels du Tiers monde pour le penser, y compris au sein de notre Forum. Ceux-ci considèrent que les relations internationales mettent en rapport des entités homogènes - les nations -, et que les Etats défendent des intérêts nationaux supérieurs à ceux qui opposent éventuellement des intérêts différents à l'intérieur des nations. Ils pensent que la raison peut convaincre et gouverner le monde, surmonter les contrastes d'intérêts ; ils croient que - de même que les conflits d'intérêts internes peuvent être dépassés au nom de l'intérêt national -

de même les conflits internationaux pourraient l'être au nom de l'intérêt collectif de l'humanité. Pour notre part, nous ne partageons pas ce point de vue.

Est-ce à dire que la bataille pour un "nouvel ordre économique international" doit être abandonnée ? En rien. Car les uns et les autres, nous nous retrouvons au sein du Forum, convaincus qu'un ordre international différent de celui qui régit notre monde sortira de l'affrontement des forces en présence sur le terrain. Cependant il n'y a pas un seul "ordre nouveau" possible, mais plusieurs familles d'équilibres différents également probables, selon les stratégies mises en oeuvre par les uns et les autres. Or, l'ordre international n'est pas "neutre" du point de vue des stratégies internes du développement. Il est donc nécessaire de se battre pour faire avancer la transformation du système dans le sens le plus favorable - ou le moins défavorable - aux stratégies de développement internes auto centrées. C'est là le seul critère à l'aide duquel on doit juger les projets de réforme du système international : nous défendons les réformes qui renforcent l'autonomie des stratégies internes du développement des pays du Tiers monde, nous condamnons celles qui renforcent davantage la dépendance de notre développement à l'égard de celui des pays développés.

S'il en est ainsi, si le choix stratégique du désengagement n'exclut pas la bataille sur le terrain international, c'est parce que ce désengagement ne peut être ni brutal, ni total pour beaucoup de nos pays. Il n'est même pas souhaitable qu'il le soit dans tous les cas.

"Compter sur ses propres forces" est certes devenu synonyme d'autarcie dans certains cas, ceux de la Chine, de la Corée du nord, du Viet Nam, du Cambodge et du Laos. L'autarcie a d'ailleurs été imposée à ces pays par l'impérialisme lui-même qui, pendant des décennies n'avait pas renoncé à détruire les tentatives de ces peuples de l'Asie orientale d'édifier des sociétés indépendantes et socialistes. **P**ouvons-nous oublier la guerre menée contre la Corée, le blocus de la Chine et son exclusion de l'ONU, les trente années d'agression contre les peuples d'Indochine ? Mais l'autarcie n'a pas comporté que des aspects négatifs pour ces peuples. Elle les a contraint à aller plus loin, à développer avec plus de force une voie de développement nouvelle, riche d'enseignements pour tous. Finalement les aspects positifs de ce défi l'ont emporté sur ses aspects négatifs.

La leçon ne peut pas être oubliée par les peuples du Tiers monde, particulièrement en Asie et en Afrique. Beaucoup de régions, et même un certain nombre de pays d'Asie et d'Afrique, ne sont en effet guère encore davantage "intégrés" dans le système mondial que ne l'était l'Asie orientale. Relativement moins urbanisés, non seulement ils peuvent, mais encore ils doivent - pour se développer - donner la priorité au monde rural. Pour cela il leur faudra renforcer l'autonomie des collectivités rurales et assurer à travers celle-ci la satisfaction directe des besoins principaux des grandes masses. Dans cette perspective les objectifs prioritaires sont ici, d'assurer dans le cadre des collectivités locales, une alimentation meilleure et **sûre**, des services de santé et d'éducation convenables, des logements décents, la production de la gamme des articles de consommation les plus courants par des moyens artisanaux et semi-artisanaux. L'industrie devra être mise au service de ces collectivités, leur fournir les moyens qui leur permettront d'améliorer **leur** productivité dans tous ces domaines. Les échanges ville-campagne sont, dans ce cadre, rigoureusement équivalents, aucun surplus n'étant extorqué à la paysannerie sans

contrepartie acceptable, en vue "d'accélérer l'industrialisation" : c'est la condition même du maintien et du renforcement d'une alliance solide des masses travailleuses paysannes et urbaines. Il va sans dire qu'un modèle de développement "lent" de ce type exclut les privilèges d'une minorité acquise aux modèles de consommation occidentaux. Il entraîne donc le plus souvent à une contraction des relations extérieures. Il n'exige pas davantage l'organisation de vastes espaces économiques et, de ce fait, il est réaliste, du moins dans ses premières étapes, même dans le cadre de pays relativement modestes.

Il reste que nombre de pays du Tiers monde sont déjà intégrés au système capitaliste à un degré tel qu'il est difficile de les imaginer engager une reconstruction, repliés sur eux-mêmes. Dans les pays semi-industrialisés, fortement urbainsés d'Amérique latine et du monde arabe et dans certaines autres régions, le repli du monde rural est impossible. Ici la stratégie du désengagement progressif exige la reconversion de l'industrie. Cette industrie a été financée largement par le surplus ponctionné sur les paysans ; mais elle ne leur a rien apporté en échange ; elle s'est édifiée sur la base d'un marché urbain largement parasitaire. Or il s'agit de remettre l'industrie au service du développement rural. Cette tâche de reconversion sera sans aucun doute d'autant plus difficile que l'industrie en question est largement dépendante des approvisionnements étrangers (équipements, semi-finis, énergie etc...). De ce fait les interventions extérieures - blocus et autres formes de sabotage - constituent une menace réelle, comme l'histoire récente du Chili l'a montré. C'est pour ces pays, plus encore que pour les autres, que les formes "d'entraide collective" entre pays en voie de désengagement (en anglais "collective self reliance") constituent un axe de coopération prioritaire. C'est aussi pour ces pays que la question de la réforme de l'ordre international prend une dimension particulière.

L'objet de cette troisième partie n'était pas de dégager une gamme précise de stratégies de désengagement qui tiennent compte de l'ensemble des conditions concrètes des différentes régions du Tiers monde. Le Forum envisage d'ailleurs à cet effet un colloque particulier, qui se tiendra à Lima en 1976. Dans cette troisième partie nous nous sommes contentés de poser les questions majeures de principes concernant la "reconstruction du monde". D'abord la récupération du contrôle des ressources naturelles. Car "la bataille des matières premières" n'est pas seulement une bataille pour des termes de l'échange moins défavorables, qui peuvent être obtenus, selon les circonstances, par l'organisation de cartel des producteurs (face à ceux des consommateurs et des sociétés multinationales qui dominent la production et la distribution de ces matières premières), l'indexation des prix etc... C'est aussi une bataille pour la reconnaissance du droit des pays du Tiers monde de contrôler le rythme de l'exploitation de leurs ressources naturelles en fonction de leurs besoins présents et à venir. Ensuite, en relation étroite avec les stratégies de désengagement, nous envisagerons les possibilités de coopération entre pays du Tiers monde ("collective self reliance"). Et, avant de conclure, nous abordons la réforme du système international à l'ordre du jour en posant la question fondamentale : les pays du Tiers monde peuvent-ils obtenir, par leur union (par delà leurs divergences d'intérêts, de régimes sociaux et de stratégies à long terme), une réforme favorable du système mondial ? Jusqu'à quel point cette stratégie de type "social démocrate" à l'échelle mondiale a-t-elle un sens, et quel est celui-ci ?